



Quelle contribution du numérique pour une gouvernance locale plus inclusive en région de Kayes ?

© Grdr tous droits réservés
Achevé d'imprimer en mai 2021

Contact :
Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
Association loi 1901 – siège social – France
66/72, rue Marceau 93558 Montreuil Cedex
www.grdr.org

Rédaction : Opale Consulting

Maquette : Kanté Idrissa

ISBN : 979-10-95026-15-0

Ce livret a été réalisé dans le cadre du projet Inclusion des femmes et des jeunes dans la planification et la gouvernance locale par les TIC, financé par la Belgique, dans le cadre du programme WeHubit mis en œuvre par Enabel.



Belgique
partenaire du développement

Enabel 



WEHUBIT

Le projet Inclusion des femmes et des jeunes dans la planification et la gouvernance locale par les TIC mise sur la participation politique et la citoyenneté active des femmes et des jeunes élu(e)s et des membres des Organisations de la Société Civile de femmes et de jeunes à travers le numérique. Il a été mis en œuvre du 30 novembre 2018 au 31 mai 2021 par un consortium réunissant le Grdr Migration-Citoyenneté-Développement et la Fondation Tuwindi dans l'optique de combiner l'expertise en développement local d'une organisation internationale et le savoir-faire numérique d'une jeune organisation malienne.

Afin de contribuer à une réelle amélioration de la prise en compte des priorités des femmes et des jeunes dans les planifications locales et à une meilleure représentativité des femmes et des jeunes dans les instances décisionnelles, le projet a misé sur le numérique dans ses dimension d'information, de mobilisation, de renforcement de capacités, de concertation et de plaidoyer.

La décentralisation étant le dispositif propice à la consolidation d'une démocratie participative et représentative, le projet a opté pour une mise en œuvre des actions sur quatre territoires intercommunaux/intercollectivités : l'Association des Communes du Guidimakha Kafo, le Comité de Pilotage des Communes du Diombougou, Meraguemou et le Sycoten.

AVANT-PROPOS

Le nombre d'internautes au Sahel ne cesse de croître. En janvier 2021, le Mali compte 5,74 millions d'utilisateurs d'internet (+18% en un an), soit un taux de pénétration d'internet de 27,9%. Parmi eux, 2,10 millions (+24% en un an) utilisent les médias sociaux, soit 10,2% de la population totale. 99% le font à travers un téléphone mobile¹. La transformation numérique représente une opportunité d'accélération du développement pour le continent africain, à condition qu'elle soit saisie par les autorités en place, encadrée et accompagnée par des moyens adaptés. Dans le cas contraire, une transition numérique trop lente pourrait creuser davantage les écarts existants aux niveaux mondial, continental et national (entre capitale et régions, entre villes et zones rurales et entre catégories socio-économiques privilégiées et vulnérables).

Pour le Mali, touché depuis 2012 par une crise multidimensionnelle alimentée par la mauvaise gouvernance, la faiblesse et les dysfonctionnements de l'Etat, la mise en place d'une gouvernance inclusive à l'échelle nationale comme à l'échelle locale est une nécessité absolue pour prévenir l'aggravation et l'extension des conflits et de l'insécurité, et poser les bases d'un développement durable et équitable.

Compte tenu de la croissance exponentielle du nombre d'utilisateurs d'internet, le numérique représente un outil important et riche de potentialités pour améliorer la gestion des territoires en rapprochant élus et citoyens et en permettant au plus grand nombre d'exercer sa citoyenneté. Le numérique a déjà joué un rôle important dans nombre de mouvements sociaux sur le continent, y compris au Mali en 2017 pour mobiliser la population contre le projet de référendum, en 2018 durant la période électorale et en 2020 avec le hashtag #MaTransition. Les autorités, elles, restent encore réticentes ou portent peu d'intérêt au rôle du numérique pour la gouvernance malgré la teneur des enjeux.

Ce livret est le résultat de la capitalisation du projet Inclusion des femmes et des jeunes dans la planification et la gouvernance locale par les TIC. **Il vise à partager l'approche expérimentale développée par le consortium Grdr-Tuwindi, les résultats atteints et les leçons apprises, pour favoriser la réplique de tout ou partie des initiatives par d'autres territoires de la région et/ou au niveau national.**

Dans ce livret vous trouverez :

- Une explication simple des concepts et des enjeux de la transition numérique des territoires pour une gouvernance plus inclusive au Mali
- Une méthodologie innovante testée sur le terrain, assortie de recommandations, pour renforcer l'engagement des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels via les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

A travers ce livret, nous souhaitons également réaffirmer la nécessité de soutenir le développement des civic tech au Mali et de mettre l'accent sur l'inclusion numérique des catégories les plus vulnérables et les plus susceptibles de rester en marge de la transition numérique, notamment les femmes et les jeunes des territoires éloignés des grandes villes.

¹ Digital 2021 Mali Report, Datareportal

SOMMAIRE

I - Repères	4
Des progrès limités en matière d'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance au Mali	4
Des femmes et des jeunes encore en marge des processus de gouvernance et des instances de décision	4
Une marginalisation multifactorielle qui prend sa source dans le poids des us et coutumes	5
Des politiques publiques qui évoluent mais restent insuffisamment appliquées	6
Gouvernement ouvert et numérique : enjeux et concepts	6
Mieux connaître le territoire et la population pour mieux identifier les besoins	7
Gérer la collectivité avec redevabilité	7
Renforcer le rôle, le pouvoir et les capacités des citoyens et des élus	8
Des principes pour réussir l'application du numérique aux programmes de développement	9
 II - Une approche intégrée portée par les femmes et les jeunes pour favoriser une transition numérique à l'échelle du territoire intercommunal	 11
Intégrer le numérique dans le cycle de projet du territoire	13
à l'étape du diagnostic	13
aux étapes de concertation et de planification	15
Renforcer les capacités des acteurs du territoire et les outiller	17
Faire monter en compétences les élu-e-s	17
Former les jeunes et les femmes aux outils numériques et renforcer leurs capacités de leadership pour mieux exercer leur citoyenneté	18
Animer le dialogue élus-citoyens autour du territoire	20
Engager les jeunes et les femmes dans le numérique pour augmenter leurs capacités d'influence et de participation	21
Accompagner le changement de perception et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des problèmes des femmes et des jeunes	23
 III - Bilan et perspectives	 24
Des résultats encourageants	25
mais des défis importants	25
Quelles perspectives pour la suite ?	25

I

REPÈRES

REPÈRE N° 1 : Des progrès limités en matière d'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance au Mali

■ Des femmes et des jeunes encore en marge des processus de gouvernance et des instances de décision

Malgré l'existence de lois déjà votées et disposant de décrets d'application, comme la loi 052², la sous-représentation persistante des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique au Mali constitue un déficit démocratique. La citoyenneté active et la participation des femmes et des jeunes à la vie politique et à la gestion des affaires publiques, y compris via la société civile, sont encore peu marquées.

Des progrès ont été réalisés sur le plan de la représentation des femmes : elle a augmenté de 9% aux élections municipales de 2016 et les femmes représentent à présent environ 26 % des décideurs au niveau local³. Toutefois, ce taux n'est pas atteint au niveau de l'Assemblée où en 2017, elles ne représentaient que 9,5% des députés⁴ et plus récemment par le gouvernement de transition mis en place début octobre 2021 avec 4 femmes sur 25. Les femmes restent sous représentées dans tous les domaines que ce soit aux postes électifs (Assemblée Nationale ou niveau local) ou aux postes nominatifs (services publics). Dans le cadre de la résolution 1325, beaucoup d'interpellations ont été conduites pour une meilleure représentation et participation des femmes aux mécanismes de l'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali, sans atteindre le résultat escompté. L'État, pourtant garant de l'application de ces textes, ne les traduit pas suffisamment dans les faits.

Encart 1 : Données sur la représentation des femmes dans les instances de décision au Mali

- La proportion des femmes conseillères communales est de 25,6% en 2016.
- La proportion de femmes nommées en 2016 est de 14,20%, selon le récapitulatif des nominations enregistrées dans le Journal Officiel.
- Les emplois occupés par les femmes ne représentent que 15,4% des emplois créés.

La participation des jeunes aux instances de décision et au processus de paix est également limitée. L'Accord prévoit à court terme l'ouverture du Haut Conseil des Collectivités Territoriales aux jeunes et leur intégration dans le futur Sénat, mais ce changement institutionnel n'est pas effectif.

A l'échelle locale, si les progrès sont réels en termes de représentation des femmes au sein des conseils communaux du pays (25% en 2016 contre 9% en 2009), elles sont rarement en têtes de liste et donc très peu nombreuses à occuper le siège de Maire (11 sur les 703 maires du Mali en 2016 contre 8 pour la précédente mandature). Les jeunes quant à eux restent largement minoritaires. Au-delà de l'aspect quantitatif, l'enjeu de la qualité de leur participation aux processus de gouvernance pose question. Les femmes et jeunes élu-e-s n'arrivent généralement pas à inscrire les priorités des femmes et des jeunes dans l'agenda et le budget de la commune.

²Adoption de la loi N°2015-052 du 18 décembre 2015, instituant des mesures de promotion du genre aux fonctions nominatives et électives au Mali

³Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda Femmes, paix et sécurité au Mali 2019-2023.

⁴Union Interparlementaire et ONU Femmes (2017) : Femmes en politique : 2017

La prise en compte des questions de jeunesse et de genre n'est en effet que rarement le résultat d'un véritable exercice de concertation entre les autorités, les femmes et les jeunes et l'intégration de quelques actions ciblant ces catégories est uniquement formelle, rarement traduite en actions concrètes. Qui plus est, ce sont rarement des actions qui remettent en cause l'ordre établi en permettant une réelle promotion du statut social des femmes et des jeunes.

En région de Kayes :

On observe une progression notoire du nombre de femmes conseillères de 2012 à aujourd'hui mais les objectifs de la loi sur le genre ne sont pas encore atteints :

71% des communes (91/129) ont moins de 30% de femmes au sein de leur équipe communale suite aux élections communales de 2016.

En l'absence de cadre législatif contraignant, la présence des jeunes conseillers reste très marginale en région de Kayes :

11,8% (235/1991) des élus communaux de la région de Kayes sont des jeunes de moins de 35 ans depuis 2016.

■ Une marginalisation multifactorielle qui prend sa source dans le poids des us et coutumes

Les femmes et les jeunes sont soumis à de nombreuses contraintes qui entravent leur inclusion et leur participation active au processus de gouvernance : leur faible qualification, leur pauvreté économique, le manque de disponibilité des femmes pour participer aux activités politiques (charge domestique) et leur manque de mobilité à certaines heures de la journée (perceptions négatives de la communauté, interdiction du mari ou de la famille), le climat de corruption qui favorise le maintien aux postes clés des personnes jouissant déjà du pouvoir et de l'accès aux ressources publiques, la politisation des associations et le faible niveau de connaissances des politiques publiques et des outils de gouvernance axés sur le genre et la jeunesse par les femmes et les jeunes y compris les leaders associatifs et les autorités administratives à différents niveaux.

Toutes ces contraintes sont à mettre en lien avec le poids des us et coutumes au sein de la société malienne et de ses institutions. Dans la perspective sociale malienne, la femme et la jeune fille sont considérées, à tout âge quasiment, comme sous tutelle et doivent obéissance et soumission à leur mari ou aux hommes aînés de leur famille qui ont le mandat traditionnel de décider pour elles sur tous les plans. La situation de faible inclusion des femmes aux processus de décision en région de Kayes est à mettre en relation avec les indicateurs genre de la région qui figure parmi les plus mauvaises élèves du pays (accès à l'éducation, violences basées sur le genre et participation aux prises de décision).

De même, le jeune-homme ou le cadet, dans une moindre mesure, est soumis à des normes et règles qui ne valorisent pas suffisamment ses compétences et ne reconnaissent pas son statut « d'homme » capable de participer à la prise de décision jusqu'à ce qu'il soit marié.

La perception de la femme, du jeune et de leur statut dans la société limite de fait la prise de décision et l'émergence de ces deux catégories.

Encart 2 : Le droit d'ainesse au Mali

Le droit d'ainesse est encore bien présent au Mali. Le plus âgé de la maison a un pouvoir de décision (peu importe l'âge légal des cadets) sur par exemple, le mariage d'une sœur, d'une nièce ou d'un frère (même si les parents sont contre), sur le droit d'une jeune femme à conduire une activité économique. Les personnes ont l'obligation de suivre ses décisions. Le poids de ce droit dépend des milieux (peut avoir plus ou moins d'importance).

■ Des politiques publiques qui évoluent mais restent insuffisamment appliquées

Depuis quelques années, des politiques publiques sont adoptées pour améliorer l'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance mais sur le terrain, les textes sont peu connus et insuffisamment appliqués.

Qui plus est, le cadre juridique relatif à la jeunesse est majoritairement axé sur le renforcement des capacités et la formation des jeunes, occultant les obstacles socio-culturels à leur participation citoyenne et politique. Il s'inscrit dans une vision paternaliste qui considère que le principal obstacle à la participation efficiente des jeunes au développement est leur manque d'éducation politique, de civisme et d'intérêt pour le développement du pays.

Dans le contexte actuel, les femmes et les jeunes (filles et garçons) ont pourtant un rôle-clé à jouer : celui d'agents actifs de paix et de moteurs de changement, permettant l'émergence d'une société plus inclusive, fondée sur l'égalité des genres.

REPÈRE N° 2 : Gouvernement ouvert et numérique : enjeux et concepts

Le concept de gouvernement ouvert (open government) repose sur la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de concertation et de collaboration avec la société civile, en s'appuyant notamment sur le numérique et les nouvelles technologies. Il se base sur l'idée qu'un gouvernement ouvert est plus accessible, plus réactif et plus responsable envers les citoyens, et que l'amélioration des relations entre les citoyens et leur gouvernement présente des avantages exponentiels à long terme pour tous.

L'Etat malien, confronté à la mauvaise gouvernance, n'a pas engagé de stratégie de gouvernement ouvert au niveau national, ainsi il ne figure pas parmi les 70 pays membres de l'Open Government Partnership (OGP)⁵, contrairement à ses voisins : le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Néanmoins, de plus en plus d'initiatives civic tech voient le jour à de petites échelles, portées par des organisations et des start-up de jeunes qui tentent de susciter l'intérêt des populations et des décideurs pour le sujet.

La civic tech peut jouer un rôle décisif pour faire bouger les lignes et contribuer à l'égalité d'accès des femmes et des jeunes à la représentation dans les processus de décision politiques, et améliorer la prise en charge des problématiques de genre et de jeunesse dans les planifications locales et dans les politiques nationales, à condition qu'elle soit appropriée par les territoires et les différents acteurs qui les composent, dans toutes ses dimensions.

Encart 3 : La civic tech

Elle représente **l'ensemble des procédés, outils et technologies numériques qui permettent d'améliorer le fonctionnement démocratique des sociétés et des communautés, en renforçant le rôle joué par les citoyens dans les débats et les prises de décision**. Ils peuvent émerger des pouvoirs publics comme de la société civile. La mise en place de ces outils induit la volonté de partager le pouvoir en incluant les citoyens dans la construction des politiques publiques. Le système démocratique actuel repose sur un principe de participation à des élections pour élire des représentants. L'entrée en jeu des civic tech permet d'orienter la société de la représentation vers la participation directe de tous les instants.

⁵OGP est un vaste partenariat qui comprend des membres aux niveaux national et local et des milliers d'organisations de la société civile. Par le biais du Partenariat, ces forces puissantes travaillent ensemble pour co-crée des plans d'action de deux ans pour une gouvernance plus ouverte avec des étapes concrètes et des engagements sur un large éventail de questions et assurer son suivi.

■ Mieux connaître le territoire et la population pour mieux identifier les besoins

L'absence de données fiables nécessaires aux autorités pour planifier et mettre en œuvre des stratégies de développement adaptées est une problématique centrale au Mali. Au niveau décentralisé, le déficit de données de qualité est criant et les instances de gouvernance, ne pouvant se baser sur une analyse consolidée de la situation de leur territoire, pilotent à vue. Une situation créatrice de tensions et d'incompréhensions.

L'informalité pluridimensionnelle des territoires (habitat, emploi et activités économiques, transport, cadastre) pose une difficulté supplémentaire pour la production de données fiables.

Pour combler le déficit d'information et répondre aux défis engendrés par l'informalité, le numérique offre différents outils et services de collecte, stockage, traitement, représentation et partage de données parmi lesquels des outils d'enquête et d'analyse et de représentation de données, des outils d'aide à la décision, des outils de reporting, de monitoring et de partage de données.

Encart 4 : L'open data c'est quoi ?

La prolifération des objets connectés, la mise à disposition d'outils numériques de plus en plus puissants et l'accès instantané à l'information par le plus grand nombre, notamment à travers les réseaux sociaux, démultiplient les points de diffusion et donc de collecte de données. Ces données présentent un important potentiel pour les territoires pour alimenter leurs politiques locales ou la mise en place de nouveaux services. Mais pour assurer la mise au service du territoire de ces données, encore faut-il pouvoir les stocker, les gérer et les analyser.

Encart 5 : Le crowdsourcing, une aubaine pour les collectivités maliennes

Signifiant littéralement « faire appel à la foule », le terme crowdsourcing est utilisé pour désigner le recours à l'intelligence collective. Dans le cadre de la gouvernance locale, le crowdsourcing s'entend comme l'ouverture aux citoyens de fonctions normalement assurées par la collectivité et les services techniques. Les autorités peuvent ainsi mobiliser les connaissances, le temps, l'énergie et la créativité des citoyens pour créer du contenu (connaissances, idées) ou participer à des activités en lien avec la gestion du territoire. C'est une nouvelle manière, plus collaborative, de produire et de traiter l'information, de penser les rôles et responsabilités des acteurs du territoire.

Dans le contexte sahélien où les collectivités locales, notamment les communes ne disposent pas des ressources internes nécessaires à une gestion efficiente, c'est une opportunité de mutualiser les ressources et compétences disponibles sur le territoire.

■ Gérer la collectivité avec redevabilité

La redevabilité fait partie des mécanismes de transparence. Elle oblige les personnes au pouvoir à rendre compte de leurs actions et de leur gestion à leurs administrés. Elle permet de sortir des systèmes opaques de corruption, de rassurer ceux qui ont engagé des ressources ou du temps sur le fait que ceux-ci sont bien utilisés, de mettre en confiance les différents acteurs qui doivent travailler ensemble, et permet des prises de décisions éclairées des citoyens, des autorités et de leurs partenaires. La société civile doit également être exemplaire pour jouer un rôle efficace dans la gouvernance.

C'est un enjeu fort pour le développement local au Mali (hausse du taux de recouvrement des taxes, bonne gouvernance, intérêt des citoyens pour la chose publique) mais également pour la stabilité du pays et de ses différentes régions. La faiblesse de l'Etat et la mauvaise gouvernance qui impactent tous les niveaux de décision, ont généré une crise de confiance entre administrés et autorités sur une grande partie du territoire. Au Sud, bien que plus stable, la région de Kayes est gagnée par une méfiance grandissante de la population vis-à-vis de l'Etat et des collectivités locales, objets de plusieurs scandales de détournement de fonds publics à l'image de ceux récents du Conseil Régional de Kayes. Dans un contexte fragile d'insécurité et de conflit, la faible légitimité des autorités aux yeux des citoyens constitue un facteur de risque important pour la stabilité de la région.

Le numérique peut contribuer à une gestion plus transparente et plus inclusive en intervenant sur trois principaux aspects.

Pour commencer, il permet la dématérialisation et l'ouverture des données au public. Au Mali, peu de gens se rendent régulièrement à la mairie pour consulter les avis et informations qui y sont affichées ou y demander des informations en lien avec la gestion de la commune, le cas échéant. En donnant un accès direct et instantané depuis son téléphone aux informations de la commune (compte-rendu des réunions du conseil/ de commissions de travail, décisions, budget), le numérique permet aux citoyens d'être à un niveau de connaissance des actions de la commune suffisant pour s'y impliquer.

Ensuite, il permet de renforcer le niveau de connaissances et de compétences des citoyens et des élus nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté active pour les premiers et à une gestion transparente et redevable pour les seconds. Enfin, le numérique permet d'impliquer un plus grand nombre de personnes et une plus grande diversité de catégories de population dans les processus de concertation. Ainsi au Mali, il peut être plus facile pour un jeune de donner son avis via les réseaux sociaux ou une application que d'intervenir dans un débat public avec des autorités et des aînés. De la même façon, pour les femmes, la concertation via le numérique peut permettre d'intervenir dans le débat public alors qu'elles n'oseraient pas le faire ou n'auraient pas le temps de participer aux débats physiques.

■ Renforcer le rôle, le pouvoir et les capacités des citoyens et des élus

Les ressources humaines et la capacité des fonctionnaires figurent parmi les enjeux les plus fréquemment mentionnés au sujet de la mise en œuvre des initiatives du gouvernement ouvert. Elles font largement défaut au Mali, qui plus est aux échelons les plus décentralisés. Les élus locaux sont peu formés et ne sont parfois même pas alphabétisés. Ils ne maîtrisent pas toujours leurs attributions, le cycle de gestion de projet du territoire et le fonctionnement de la collectivité. Le besoin en formation et en appui-conseil est considérable et insuffisamment pris en charge par les dispositifs existants qui ne sont pas toujours fonctionnels ou accessibles par les élus. Malgré la mise en place du Centre de formation des collectivités territoriales (CFCT) depuis 2008 qui dispense des modules de formation sur ces thématiques et l'émergence d'initiatives intercommunales axées sur le renforcement des capacités des élus à l'image de Merenguemou (Yélimané) et du SYCOTEN (Nioro) en région de Kayes, les élus manquent d'appui de proximité individualisé et de formules adaptées à leurs contraintes.

Le numérique, via les plateformes et supports de formation digitaux et les outils de communication à distance, est un moyen de donner aux élus un accès à une variété de formations et de formules de coaching, en tenant compte des contraintes de temps et de déplacements et en proposant des formules nécessitant moins de prérequis qu'une formation dispensée en présentielle dans un format classique.

Le numérique est également un moyen de contribuer à la montée en compétences des citoyens dont la participation est freinée par un déficit d'information et de compétences à quatre niveaux :

- la méconnaissance des textes régissant la citoyenneté, la décentralisation et la redevabilité d'une part, et des politiques publiques genre et jeunesse d'autre part
- la compréhension du rôle du citoyen
- la faible compréhension du fonctionnement et du mandat des instances auxquelles ils pourraient participer (conseil communal, partis politiques, organisations de la société civile) et des modalités de participation
- le manque de leadership (prise de parole, positionnement, argumentation)

REPÈRE N° 3 : Des principes pour réussir l'intégration du numérique dans les programmes de développement

S'il présente des potentialités considérables pour améliorer les résultats des acteurs du développement, le recours au numérique n'est pas une solution miracle et doit réunir plusieurs conditions pour permettre un véritable impact et limiter les effets négatifs.

Les organisations et institutions de développement internationales et nationales expérimentent, depuis une décennie, différentes approches pour intégrer les outils digitaux dans leur programmation. Néanmoins, force est de constater que les échecs sont plus nombreux que les succès, notamment du point de vue de l'appropriation par les populations cibles, de la durabilité et de l'inclusion des plus vulnérables.

Le numérique pour le développement implique en effet deux catégories de risques :

- les risques de faisabilité en lien avec les obstacles à l'utilisation des outils numériques pour les personnes ou les administrations, les difficultés d'accès aux données, ou les hypothèses erronées
- les risques de préjudice qui désignent les effets et l'impact potentiellement négatif du numérique sur les droits au travers d'applications ou de technologies numériques qui nuisent à la confidentialité, à la sécurité ou aux droits de propriété des personnes ; la vulnérabilité accrue au cybercrime ; la distorsion des marchés traditionnels des biens, des services et du travail ; et le risque de créer de nouvelles inégalités plus profondes résultant de la fracture numérique⁶.

À la fin des années 2000, pour répondre à ces défis, les donateurs et les praticiens ont tenté de comprendre et partager les meilleures pratiques dans l'utilisation des outils des technologies de l'information et de la communication dans le développement international. Au fil des rencontres et des partages une communauté de pratique a vu le jour animée par le groupe de travail sur les Principes pour le développement numérique.

Les 9 principes pour le développement numérique constituent un ensemble de conseils évolutifs et régulièrement alimentés par les partages de leçons apprises des membres de la communauté⁷.

- **Concevoir avec l'utilisateur** : le design centré sur l'utilisateur commence par connaître les personnes pour qui vous créez ce design, à travers la conversation, l'observation et la co-création.

⁶Note stratégique Digital for Development (D4D) de la Coopération belge au développement, Septembre 2016

⁷<https://digitalprinciples.org/>

- **Comprendre l'écosystème existant** : les initiatives et outils digitaux bien dessinés prennent en compte les structures et besoins particuliers qui existent dans chaque pays, région ou communauté.
- **Conception pour l'échelle** : mettre à l'échelle requiert une adoption qui va au-delà de la population pilote des projets et exige souvent un financement garanti ou des partenaires qui exportent le projet vers d'autres communautés ou régions.
- **Construire pour la durabilité** : construire des programmes, plateformes et outils digitaux durables est essentiel pour conserver l'appui des utilisateurs et les parties prenantes, mais aussi pour augmenter l'impact à long-terme.
- **Se baser sur les données** : lorsqu'un projet est fondé sur les données, on dispose d'une information de qualité pour les personnes concernées quand elles en ont besoin, et elles utilisent ces données pour agir.
- **Utiliser des normes, données, sources et innovations ouvertes** : une approche ouverte du développement numérique peut aider à augmenter la collaboration au sein de la communauté numérique et à éviter de répéter un travail qui a déjà été effectué.
- **Réutiliser et améliorer** : réutiliser et améliorer consiste à mener le travail de la communauté de développement global plus loin que ne pourrait le faire tout seul n'importe quel programme ou organisation.
- **Assurer la confidentialité et la sécurité** : assurer la confidentialité et la sécurité dans le développement numérique implique une prise en considération soigneuse du type de données collectées et de la manière dont les données sont obtenues, utilisées, stockées et partagées.
- **Collaborer** : collaborer signifie partager des informations, des idées, des stratégies et des ressources entre projets, organisations et secteurs, afin d'augmenter à la fois l'efficacité et l'impact.



II

UNE APPROCHE INTÉGRÉE PORTÉE PAR LES FEMMES ET LES JEUNES POUR FAVORISER UNE TRANSITION NUMÉRIQUE À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL



Enabel



INCLUSION DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LA PLANIFICATION ET LA GOUVERNANCE LOCALE PAR LES TIC

OBJET : Promouvoir la participation politique et la citoyenneté active des femmes et des jeunes à travers le numérique pour favoriser l'intégration et la prise en charge des problématiques de genre et de jeunesse dans les planifications locales dans la région de Kayes au Mali.

ZONE D'INTERVENTION :

Pays : Mali
Région : Kayes
Cercles : Kayes, Nioro du Sahel, Yélimané
Intercommunalités : Association des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK), Comité de Pilotage des Communes du Diombougou (CPCD), Syndicat Inter-Collectivités de Nioro du Sahel (SYCOTEN), Merenguemou.

DATES D'INTERVENTION :

1er Décembre 2018 – 30 novembre 2020
(24 mois)

BUDGET :

388 795 euros soit 255 032 802 FCFA

BAILLEURS :

Le projet est financé par Enabel à travers le programme WeHubit

SECTEURS D'INTERVENTION

Gouvernance/ Genre/ Jeunesse/ Numérique

CONTACT :

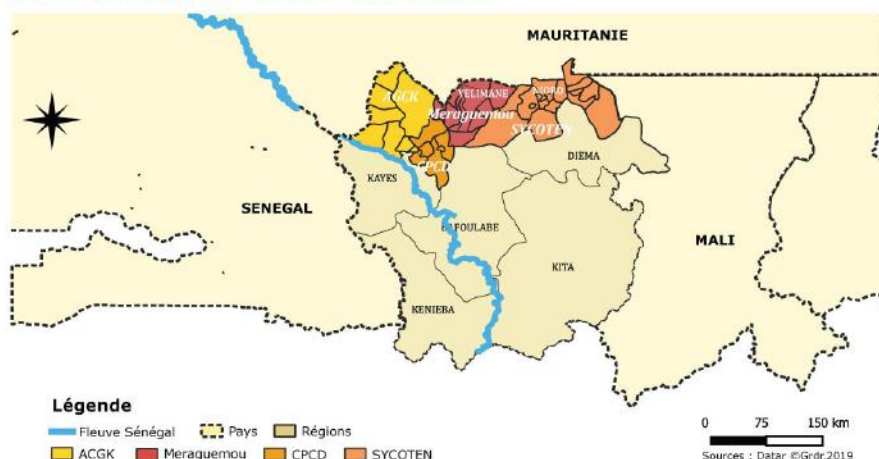
CELLULE GRDR KAYES

rue 136 Porte 37 LegalSegou BP 291 Kayes
Tel : 21 52 29 82
mali@grdr.org

COORDINATION PAYS GRDR

Badala Sema Gesco, Rue 139 - Porte 328
BP E 3360 Bamako
Tel : (223) 20 22 25 89 / 20 23 12 52

CARTE DES TERRITOIRES D'INTERVENTION :



CONTEXTE :

Le projet mise sur la participation politique et la citoyenneté active des femmes et des jeunes élu(e)s et des membres d'OSC de femmes et de jeunes à travers le numérique. Les dimensions d'information, de mobilisation, de renforcement de capacités, de concertation et de plaidoyer du numérique seront exploitées pour consacrer une citoyenneté pleine et entière des femmes et des jeunes, améliorer leur participation politique et contribuer à l'émergence d'un projet de société inclusif, fondé sur l'égalité des droits hommes/femmes, aînés/cadets.

OBJECTIFS :

Objectif global : Accroître l'inclusion, l'autonomisation et le respect des droits de la femme et des jeunes au travers de solutions numériques

Objectif spécifique 1 : Promouvoir la participation politique et la citoyenneté active des femmes et des jeunes à travers le numérique pour favoriser l'intégration et la prise en charge des problématiques de genre et de jeunesse dans les planifications locales dans la région de Kayes au Mali

RÉSULTATS ATTENDUS :

RÉSULTAT 1 : L'utilisation optimisée des données des territoires et la compréhension des politiques publiques favorisent une appropriation des problématiques et du contexte sur le genre et la jeunesse par les acteurs des collectivités de la région de Kayes.

RÉSULTAT 2 : La disponibilité et l'accessibilité de solutions numériques, et le renforcement de capacités des femmes et des jeunes augmentent le niveau et la qualité de leur participation à la gouvernance locale.

RÉSULTAT 3 : Les questions relatives au genre et à la jeunesse sont prises en compte dans la planification locale et dans les politiques publiques nationales à l'issue d'un processus inclusif intégrant les femmes et les jeunes.

RÉSULTAT 4 : Un système de suivi-évaluation et un dispositif numérique de capitalisation et de communication facilitent la diffusion des résultats et des outils du projet à l'échelle du Sahel.

Le projet **Inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance et la planification locale** vise à expérimenter dans quelle mesure et à quelles conditions le numérique peut contribuer à une gouvernance locale plus inclusive au Mali.

Dans la continuité de son approche d'accompagnement du développement local qui souhaite consolider les processus de décentralisation et renforcer la maîtrise de la décision et de l'action par les acteurs locaux, le Grdr et ses partenaires ont développé une approche numérique intégrée qui s'inscrit dans le cycle de projet de territoire et mobilise l'ensemble des acteurs. En posant les bases d'une appropriation des enjeux et outils civic tech par les collectivités locales, les femmes et les jeunes, le projet ambitionnait de mettre en place les conditions d'une gouvernance plus inclusive intégrant les priorités des femmes et des jeunes.

L'échelle intercommunale peut être considérée comme la plus viable et pertinente pour la mise en place d'un dispositif pérenne de prise en charge et de suivi des actions liées au genre et à la jeunesse puisque ces collectivités locales sont des caisses de résonances sur leur territoire en capacité d'accompagner les échelons inférieurs (communes et villages). Les intercommunalités de la région de Kayes ont déjà bénéficié d'un appui à la maîtrise d'ouvrage grâce notamment à un dispositif d'appui au développement local⁸ qui proposait des actions, transversales et à la carte, de renforcement des capacités. Elles sont également pour la plupart d'entre elles, déjà accompagnées soit par des associations de ressortissants (CPCD), soit par des collectivités étrangères dans le cadre de la coopération décentralisée (ACGK, Merenguemou, SYCOTEN), ce qui garantit un minimum de ressources et une constante montée en compétences des acteurs.

Intégrer le numérique dans le cycle de projet du territoire...

A plusieurs étapes du cycle de projet des intercommunalités, des outils ont été développés ou déployés auprès des équipes des collectivités et des citoyens, en complément des activités en présentiel.

■ A l'étape du diagnostic

Le développement d'une gouvernance plus inclusive et la mise en œuvre d'une stratégie numérique territoriale inclusive adaptée nécessitent d'établir la situation de référence du territoire en matière d'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance et en matière de numérique.

➤ **le diagnostic de l'inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale en région de Kayes** dresse la situation de la représentation et de la participation des femmes et des jeunes aux instances et processus de décision au regard des objectifs fixés par les politiques publiques genre et jeunesse, évalue le niveau de prise en compte des priorités genre et jeunesse dans les planifications locales et analyse les freins et les leviers à leur participation.

⁸Programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopérations territoriales

➤ **le diagnostic de l'inclusion numérique** documente l'offre numérique existante sur le territoire (connexion internet, taux d'équipement, accès à la formation et à l'accompagnement au numérique) d'une part, et analyse la demande (intérêt de la population, besoins spécifiques) d'autre part. Le diagnostic permet également d'évaluer le niveau de compétences numériques des différents acteurs du territoire, y compris des équipes de gestion de la collectivité, et d'identifier les freins et les leviers à la transition numérique

➤ **la cartographie des OSC** identifie les acteurs et dynamiques existantes au niveau de la société civile active sur les questions de genre, de jeunesse et de gouvernance et valorise les compétences et les initiatives des OSC. A la fin du projet, elle répertorie 424 OSC dans les trois cercles ciblés.

Sur base des résultats de ces trois exercices de diagnostic, la stratégie de renforcement de l'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance locale a été affinée et le contenu des activités d'information-mobilisation et de renforcement de capacités adapté.

La vulgarisation des données et conclusions des rapports a permis l'amélioration des connaissances des différents acteurs (élus, conseil régional, intercommunalités/collectivités, services techniques (ADR), OSC de femmes et de jeunes et faitières) sur le contexte, tant au niveau des politiques, des lois sur le genre et la jeunesse et leur application, que sur les problématiques rencontrées par les femmes et les jeunes en région de Kayes (participation à la prise de décision, accès aux ressources naturelles, émancipation économique, accès à l'éducation, etc.). Elle s'est faite à travers :

- les supports de formation numériques
- les activités d'information-mobilisation en présentiel et sur la toile
- les espaces et temps de concertation en présentiel et via les applications
- l'ensemble des temps d'échanges élus-citoyens

Cette appropriation est nécessaire pour permettre aux élus et aux citoyens d'alimenter les plans d'actions intercommunaux et la stratégie de plaidoyer sur l'application effective des textes et leur adaptation au contexte local.

Utilisation et valeur ajoutée du numérique sur la phase diagnostic :

***Outils open source pour la collecte de données sur mobile, l'hébergement et la visualisation de données, accessibles à tous (ODK, Kobo Collect, ONA)**

Ils permettent le suivi et l'analyse des données en temps réel, donc facilitent l'actualisation des données et garantissent une meilleure qualité des données collectées et une utilisation simplifiée.

*** Cartographies numériques thématiques du territoire**

- Mapping de l'offre numérique (infrastructures et services) en région de Kayes
- Mapping des OSC

Elles facilitent la compréhension par le biais de la visualisation, sont évolutives et modifiables et peuvent être alimentées de façon collaborative par les citoyens.

- ☑ Le diagnostic est conduit de façon plus participative
- ☑ Les données des acteurs sont constamment actualisées et informent les décisions en temps réel

■ Aux étapes de concertation et de planification

Pour que les temps de concertation soient constructifs et pertinents, ils ont tous été précédés d'un temps de sensibilisation et d'information sur les enjeux de l'inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance dans un format adapté aux participants (théâtre-forum, panel de haut niveau, témoignages, spots radios). Cette restitution des données objectives issues des diagnostics a permis de dépassionner les débats.

La concertation a été organisée à plusieurs niveaux :

-au niveau communautaire à travers des débats physiques réunissant des chefs de ménages, des leaders communautaires, des leaders religieux, des conseillers de villages, des élus et des membres d'OSC de femmes et de jeunes de chaque intercommunalité. Il s'agissait d'ouvrir le dialogue à la base sur ces enjeux pour permettre la prise de conscience de l'importance de la participation des femmes et des jeunes à la gouvernance locale pour le développement de la commune et l'amélioration du cadre de vie de tous. Cette étape est également essentielle pour assurer la prise en compte des perceptions et de l'approche de la communauté dans le processus de concertation.

-au niveau régional entre élus et représentants de la société civile lors d'un forum régional pour réfléchir ensemble sur les leviers pour lever les barrières à l'inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale. Un temps de restitution a été organisé pour présenter les résultats des diagnostics et des concertations (en présentiel et via le numérique) et des temps de réflexion collective ont été animés sur le rôle des élus, la participation citoyenne, la prévention des conflits et le vivre-ensemble. Au terme de la rencontre, des recommandations ont été formulées pour guider les exercices de planification à venir.

-en ligne via la plateforme Xensa, des propositions ont été faites par les citoyens. Ces propositions ont ensuite été débattues lors des temps d'échanges élus-citoyens en présentiel ou via l'application MonElu. Le traitement, la compilation et la synthèse du contenu des différents temps de concertation ont permis de fournir une base solide pour l'élaboration d'un plan d'action prioritaire genre et jeunesse par chaque intercollectivité. Ces plans ont également été l'opportunité d'intégrer l'inclusion numérique dans les planifications locales.

Quelques actions phares des plans d'actions des intercollectivités relatives à :

- la création d'un environnement favorable à l'inclusion des femmes et des jeunes à la gouvernance

- Application stricte de la loi 052, du code du travail, de la charte africaine de la jeunesse
- Formation et sensibilisation des autorités traditionnelles et religieuses sur les avantages de l'implication des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale, la prise en compte du genre
- Vulgarisation et traduction des textes en langues locales (soninké, peul, bambara, maure) à travers les NTIC notamment l'application Gafe
- Création d'un cadre de concertation pour promouvoir des actions futures en faveur des femmes et des jeunes dans les prises des décisions
- Adoption de mesures y compris des quotas internes, pour renforcer la présence des femmes et des jeunes dans les instances de décisions

- l'empowerment des femmes et des jeunes

- Appui à l'employabilité des jeunes, des aides familiales (accès à un emploi décent) et des femmes pour leur permettre d'être plus autonome ;
- Moralisation de l'espace politique par le soutien des jeunes et femmes membres des OSC et de la population au candidat ayant un bon programme de développement de la commune
- Renforcement des capacités des jeunes filles pour qu'elles soient plus actives dans les OSC

- le renforcement de la participation citoyenne

- Implication des associations des jeunes et des femmes dans la sensibilisation pour le paiement des taxes
- Formation des citoyens sur la vie politique
- Sollicitation de la participation des OSC des jeunes et des femmes dans la tenue des sessions publiques des collectivités.
- Sensibilisation des femmes et des jeunes à se porter candidat dans les élections

Utilisation et valeur ajoutée du numérique sur la phase de concertation et de planification:

*** Application mobile d'interpellation et de proposition**

- Xensa

- ☑ La concertation est élargie : plus de participants, profils plus divers
- ☑ Les priorités des femmes et des jeunes sont davantage discutées
- ☑ La remontée des propositions est facilitée

Pour tirer parti de tout le potentiel du numérique pour une gestion inclusive et efficace des territoires, les collectivités peuvent également envisager de développer ou de déployer des outils similaires pour les étapes restantes du cycle de projet, à savoir :

- la budgétisation participative
- la recherche de financements participatifs
- la mise en œuvre collaborative des actions
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions

Limites et difficultés :

- Les temps de concertation en présentiel étaient insuffisants pour susciter l'intérêt d'un grand nombre de femmes et de jeunes.

Leçons apprises/ recommandations :

- Pour veiller à ne pas creuser les écarts et inégalités déjà existantes ou à exclure davantage les personnes marginalisées, le diagnostic de l'inclusion numérique doit fournir une analyse spécifique des besoins et de l'intérêt pour les différentes fonctions numériques des catégories les plus vulnérables (matériel, compétences, usages, contraintes d'accès). Elle permettra le déploiement d'une stratégie inclusive par la suite.
- La formation de jeunes membres d'OSC sur les outils open source pour la réalisation des diagnostics permet aux territoires de disposer durablement de ressources humaines capables de poursuivre le travail de cartographie du territoire et d'alimentation/mise à jour des bases de données tout en permettant aux jeunes d'intégrer des communautés de citoyens digitaux à l'instar d'Open Street Map Mali.
- L'accompagnement à la planification doit veiller au réalisme et à la faisabilité du plan d'action au regard des ressources de la collectivité

Renforcer les capacités des acteurs du territoire et les outiller

Le volet renforcement de compétences des femmes et des jeunes élu-e-s et citoyens est stratégique pour la réussite du projet.

■ Faire monter en compétences les élu-e-s

En complément de l'acquisition de nouvelles connaissances sur leur territoire, les élu-e-s sont accompagné-e-s pour acquérir les compétences nécessaires à l'exercice de leur fonction via l'alphabétisation fonctionnelle et numérique axée sur la planification locale et les problématiques des femmes et des jeunes, et des MOOC sur la gestion communale, les politiques publiques et le leadership. 77 élus (dont 30 femmes) ont bénéficié de la formation en alphabétisation fonctionnelle.

Ils ont également été outillés avec un espace de visio-conférence performant pour renforcer leurs liens avec leurs partenaires techniques et financiers, notamment les collectivités étrangères dans le cadre de la coopération décentralisée.

Des échanges entre pairs étaient également prévus avec les élu-e-s femmes et jeunes de la diaspora à distance et en présentiel via un voyage d'échange en France. L'objectif était de faciliter les échanges d'expériences et les transferts d'expertise et d'outils entre la France et le Mali afin d'améliorer les pratiques ici et là-bas, de créer de nouveaux liens entre les acteurs et de renforcer les interdépendances entre les territoires.



Encart 6 : GAFE, l'alphabétisation via smartphone

GAFE est un programme de formation sous forme de réseau social développée par Lenali et animé par des formateurs en alphabétisation.

Après deux jours en présentiel pour permettre la familiarisation des participants avec l'application, l'apprentissage se fait en ligne via des modules d'alphabétisation standard et des modules d'alphabétisation fonctionnelle et un accompagnement à distance par des formateurs en alphabétisation.

L'application disponible sur Play Store mais uniquement déployée dans le cadre du projet à ce jour compte 400 utilisateurs.

Encart 7 : Les MOOC pour la formation en ligne

Le MOOC est un support de formation en ligne. Il permet de se former gratuitement sur une multitude de sujets et rassemblent des milliers d'internautes.

Dans le cadre de ce projet, une communauté d'apprentissage réunissant élu-e-s et membres de la société civile a été mise en place autour des MOOC de Sahelink. Cinq MOOC sont disponibles sur les thématiques des politiques publiques, la gestion communale, la gouvernance associative, le plaidoyer et le leadership.

Réalisés par des acteurs maliens⁹ avec un appui technique d'acteurs de la sous-région¹⁰ en langues bambara et soninké, ils ont été spécialement conçus pour être accessibles au plus grand nombre et ne nécessitent pas de pré-requis (compréhensibles avec un niveau faible d'alphabétisation).

« Grâce à l'application GAFE, un formateur peut couvrir tout un cercle. Cet outil a beaucoup contribué à satisfaire nos besoins en alphabétisation et a suscité l'adhésion et l'engouement des usagers », Bokar Keita, technicien du SYCOTEN.



■ Former les jeunes et les femmes aux outils numériques et renforcer leurs capacités de leadership pour mieux exercer leur citoyenneté

Des jeunes, simples citoyens ou membres d'organisations de la société civile, enseignants et élèves, ont suivi des formations et acquis de nouvelles compétences en citoyenneté digitale pour :

- utiliser les réseaux sociaux dans le but d'exercer leur citoyenneté (se mobiliser et mobiliser les autres, alerter et interpeller, dénoncer)
- utiliser les applications MonElu et Xensa
- accéder à et consulter/suivre des ressources et supports de formation en ligne (MOOC, tutoriels, documentation)
- collecter des données via smartphone
- cartographier leur territoire

Au total, 77 membres d'associations et élus ont été formés en alphabétisation numérique et aux outils de contrôle citoyen de l'action publique.

31 membres d'OSC ont également été formés à monter et gérer des projets citoyens digitaux en vue de participer à un appel à manifestation d'intérêt pour le financement de projets citoyens digitaux dans les zones du projet.

Parallèlement, des MOOC sur le leadership, la gouvernance associative et le plaidoyer ont été mis à leur disposition.

⁹Collaboration de ARGMA Mali (contenu des modules), DB SARL (réalisation des vidéos), Numuke - The digital Blacksmith (plateforme web).

¹⁰La Fabrique culturelle (scénarios)

Encart 8 : Des espaces pour se connecter à internet et aux autres acteurs du développement

Mis en place dans trois territoires (Nioro, Yélimané et Kayes) et ouverts à tous, les espaces connectés proposent un accès internet pour se connecter par le biais des ordinateurs fixes mis à disposition ou de son matériel personnel, et un accompagnement qualifié pour favoriser la participation citoyenne des acteurs locaux sur les thématiques du genre, de la jeunesse et de la gouvernance à travers le numérique.

Leur fonctionnement est conçu sur le modèle des civic tech lab : à la fois centre de ressources et de formation sur les thématiques genre et jeunesse, et laboratoire de l'action citoyenne digitale, il permet aux usagers de découvrir, de s'informer, d'échanger, de créer et de s'initier aux outils, aux services et aux innovations digitales et de co-construire de nouvelles façons d'aborder les enjeux liés à la participation citoyenne des femmes et des jeunes dans le cadre d'actions diverses : formations, rencontres, débats, ateliers collectifs, accompagnement de projets personnels ou associatifs.

Dans le cadre de leur programmation hebdomadaire, les animateurs de ces espaces proposent des sessions de formation sur divers outils de citoyenneté digitale et des échanges/débats en présentiel entre élus et citoyens sur des thématiques choisis par les participants.

« Beaucoup de jeunes et de femmes ont gagné en compétences numériques. Les rencontres et les formations ont également permis de renforcer la cohésion entre les femmes et les jeunes qui se rassemblent régulièrement pour discuter de leurs difficultés et des problématiques existantes au niveau du cercle. » Amadou Ann, animateur de l'espace connecté de Yélimané.

Limites et difficultés :

- De nombreuses femmes élues et membres de la société civile ne disposent pas de smartphones nécessaires à l'utilisation des applications
- Une partie des élus (en général les plus âgés) est peu réceptive à l'utilisation des applications
- La plupart des femmes élues et membres de la société civile identifiées par les intercommunalités et disponibles pour participer aux activités ont en général plus de 40 ans, ne sont pas familières avec les outils numériques, ce qui rend difficile leur participation réelle aux activités de formation et la prise en main des outils
- De fait, les temps de formation en présentiel étaient trop courts pour répondre aux besoins importants d'accompagnement des participants
- Le temps long et l'approche itérative (test/ amélioration/ test/ etc.) nécessaires au développement des solutions numériques sont difficilement compatibles avec des projets de courte durée
- La difficulté de trouver des animateurs avec une véritable appétence pour le numérique citoyen limite le dynamisme des activités axées sur la civic tech au sein des espaces connectés
- La position un peu excentrée de l'espace connecté de Kayes limite sa fréquentation

Leçons apprises / recommandations :

- L'animation des outils autour de sujets d'actualité (COVID, mouvements populaires à Kayes) et l'anticipation dans les thématiques abordées (prévention et gestion des conflits, vivre ensemble) permet de fournir une information utile et pertinente pour les cibles et de susciter davantage d'intérêt
- Les temps de formation en présentiel sont importants en parallèle des modules numériques
- Le développement d'une application avec les utilisateurs et son appropriation peut faire l'objet d'un projet à part entière
- L'emplacement de l'espace connecté est déterminant pour garantir une bonne fréquentation.
- Proposer une discrimination positive à l'endroit des jeunes filles et mettre en place des partenariats avec les collèges/lycées permet une meilleure participation des jeunes filles aux activités.

- › S'appuyer sur les producteurs de contenus, influenceurs et bloggeurs déjà actifs pour faire vivre les espaces connectés
- › Proposer une mise à disposition de matériel (type tablettes) durant la durée des formations
- › Privilégier des outils déjà opérationnels pour favoriser leur appropriation durant toute la durée de vie du projet

Animer le dialogue élus-citoyens autour du territoire

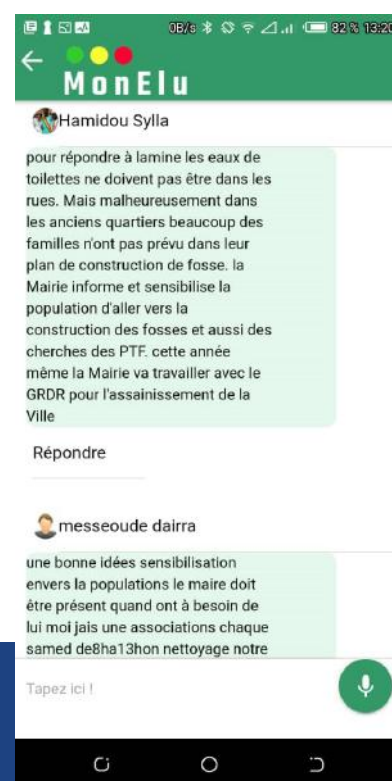
La crise de confiance des citoyens envers leurs élus nécessite la restauration du dialogue entre élus et citoyens mais elle la rend également difficile. Dans ce contexte, le projet a misé sur la complémentarité du numérique et du présentiel pour :

- › rapprocher les citoyens et les élus : en rendant les élus plus accessibles et plus disponibles pour répondre aux questions et sollicitations de leurs administrés via l'application MonElu
- › permettre un débat à bâtons rompus, direct entre élus, jeunes et femmes sur les sujets identifiés comme prioritaires par les jeunes et les femmes : en organisant des temps et des lieux d'échange et en invitant les élus à aller à la rencontre des citoyens
- › aborder des sujets d'actualité en lien avec la prévention/ gestion des conflits et le vivre-ensemble pour répondre à des préoccupations actuelles de la population et faciliter leur participation.

Encart 9 : MonElu, échanger en direct avec les élus de sa commune

Développée par la Fondation Tuwindi, elle permet aux citoyens de s'adresser directement aux élus de la commune inscrits sur l'application par écrit ou par vocal et d'accéder aux réponses des élus aux habitants et ressortissants de leur commune.

Déjà testée à l'échelle nationale avec plusieurs députés, elle a été déployée à l'échelle locale, sur Kayes, dans le cadre du projet. Les élus et plusieurs membres d'OSC ont été formés à l'utiliser et des échanges thématiques hebdomadaires ont été animés en ligne par l'équipe. A la fin du projet, 21 élus (dont 4 femmes) et 253 citoyens utilisent l'application en région de Kayes.



Encart 10 : Grins thématiques entre élus, jeunes et femmes

Des temps de débats sur des problématiques identifiées par les jeunes (assainissement, santé, etc.) ont réuni élus et citoyens. Ils ont permis aux élus de mieux comprendre les attentes et les frustrations de leurs administrés et aux jeunes de se familiariser avec les compétences des différents niveaux de collectivité, le rôle et le fonctionnement de la commune. Les liens entre les deux parties ont été consolidés.

« Auparavant, il était très difficile pour les jeunes d'aller vers les élus, dans leur bureau et de poser des questions concernant le développement de la localité. Avec le projet et notamment l'application, cela a été facilité. » Kalifa Traoré, jeune citoyen et Président de l'association Muso Deme Ton, Nioro du Sahel.

Limites et difficultés

- L'application connaît périodiquement des défaillances techniques
- Le nombre d'élus présents sur l'application reste trop faible.
- La participation des femmes aux temps d'échange en présentiel est difficile notamment parce qu'elles ne sont pas à l'aise pour prendre la parole
- Le développement de solutions digitales dans le cadre de projets soutenus par des partenaires techniques et financiers pose la question de leur durabilité. Leur financement est dépendant de partenaires extérieurs, ce qui ne permet pas d'assurer leur fonctionnement à long terme.

Leçons apprises / Recommandations

- Les applications sont des outils intéressants pour rapprocher élus et citoyens mais leur utilisation reste limitée par la crise de confiance existante entre les deux parties qu'elles ne peuvent seules résorber. Des temps d'échange physiques, réguliers et apaisés entre élus et citoyens, notamment jeunes, sont indispensables au rétablissement de cette confiance
- Le rétablissement d'un dialogue, même timide, entre certains élus et les citoyens a des effets positifs sur la motivation et l'implication des jeunes dans la gestion locale
- Les échanges ont permis aux élus de comprendre qu'il ne s'agissait pas de soumettre tous les sujets à l'approbation des citoyens mais de permettre la concertation sur les sujets qui peuvent en faire l'objet et d'expliquer les décisions prises et actions entreprises par la mairie.
- L'articulation entre activités via les supports numériques et les activités présentiels est importante pour susciter l'engagement des élus
- En amont du temps de concertation, une préparation des/aux questions, des grands thèmes et points saillants de la problématique doit être faite par les élus et par les citoyens qui y participent. La préparation peut se faire en groupe, avec des personnes qui ne pourront être présentes le jour j.
- La présence d'associations de jeunes dynamiques sur le territoire et l'intérêt de l'équipe intercommunale a facilité la mise en place de temps d'échange élus-citoyens à Nioro
- Organiser des échanges spécifiques entre les associations de femmes et les élus permet de sensibiliser les élus aux problématiques spécifiques des femmes.
- Le développeur de l'application doit s'impliquer dans tous les temps de vie du projet et assurer une maintenance constante des outils.

Engager les jeunes et les femmes dans le numérique pour augmenter leurs capacités d'influence et de participation

Il ne suffit pas de leur dispenser des formations et de leur mettre à disposition des outils pour susciter un engagement véritable des jeunes et des femmes dans le numérique et l'utilisation de ses fonctions citoyennes. La dynamique collective et le sentiment d'appartenance à un groupe sont des moteurs puissants de l'engagement durable des femmes et des jeunes.

Le projet s'est basé sur trois communautés existantes pour amorcer cette dynamique d'engagement :

- **SaheLink, la communauté numérique des acteurs du développement local au Sahel.** Elle a pour objectif de rendre disponibles et accessibles, pour les experts et les non-experts, les expériences et enseignements acquis par les acteurs locaux, les professionnels, les organisations internationales et les chercheurs. Elle centralise et facilite le partage de connaissances à travers un ensemble d'outils numériques¹¹.

¹¹Le site www.developpementlocal-sahel.org, bibliothèque numérique du développement local dans le Sahel.

Le blog collaboratif www.lesbilletdesahelink.org

Les pages Facebook et Twitter @Sahelink

Elle permet à toutes les personnes intéressées d'obtenir des informations fiables et pertinentes afin d'être bien informé/ formé, d'entreprendre des projets de manière sereine ou de contribuer à la création de connaissances autour des enjeux du développement local et d'alimenter la réflexion des acteurs du développement, des collectivités territoriales et des politiques publiques.

- **la communauté Open Street Map Mali.** OpenStreetMap est la carte ouverte et collaborative du monde. Elle est alimentée par une communauté de personnes qui contribuent et partagent chaque jour des informations sur leurs territoires. Une association OSM existe dans la plupart des pays du monde. OSM Mali organise régulièrement des temps de rencontre, de formation et des boot camp.
- **le réseau Democracy Tech Squad** réunit de jeunes activistes utilisant les technologies de l'information et de la communication pour faire avancer la démocratie et la bonne gouvernance dans leurs localités. Il vise à développer leurs compétences des jeunes pour travailler au développement de bonnes relations entre citoyens et élus, évaluer la gouvernance et dynamiser la participation citoyenne.

La communauté Sahelink, le réseau Democracy Tech Squad et les jeunes et les femmes issus du milieu associatif local ont participé activement à deux campagnes digitales visant à sensibiliser les Maliens sur la place des femmes et des jeunes dans les politiques publiques et les instances de décision, et à faire entendre les propositions des femmes et des jeunes pour améliorer leur inclusion à la gouvernance et le vivre-ensemble.

Pour accompagner et concrétiser l'engagement des femmes et des jeunes participants aux activités, le projet a formé des représentants d'organisations de jeunes en gestion de projets citoyens digitaux. Dans le cadre d'un autre financement, un appel à manifestation est lancé pour financer des projets citoyens digitaux en lien avec les territoires ciblés. Cet accompagnement permettra de faire monter en compétence et de renforcer la motivation des porteurs des projets, de faire parler des civic tech sur le territoire et de susciter l'intérêt d'autres jeunes et d'autres femmes.

Limites et difficultés

- La faible synergie et coordination entre les jeunes organisations / réseaux/ communautés de pratique du domaine

Leçons apprises

- L'articulation entre activités via les supports numériques et activités présentiels est essentielle pour susciter l'engagement des femmes et des jeunes

Accompagner le changement de perception et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des problèmes des femmes et des jeunes

Le diagnostic et les concertations ont mis en avant le poids des perceptions négatives de la participation des femmes et des jeunes à la décision publique d'une part, et les insuffisances des politiques publiques genre et jeunesse et de leur mise en application d'autre part.

Plusieurs activités visant à agir sur ces perceptions et à interpeller les autorités sur la nécessité de compléter le cadre législatif en lien avec la représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision et la promotion des droits des femmes et des jeunes ont été conduites :

- la formation de 35 professionnels des médias (animateurs radio, chroniqueurs, blogueurs, journalistes de presse écrite), dont 8 femmes, sur les engagements de l'Etat, et les problématiques d'inclusion des femmes et des jeunes dans la gouvernance et d'intégration de leurs priorités dans les planifications et les politiques publiques. Les réseaux sociaux sont certes consultés plus que les sites d'information. Néanmoins, l'omniprésence des téléphones mobiles ne doit pas masquer le fait que les usages sont différenciés entre les possesseurs de smartphones, de feature phones et de simples téléphones basiques (conversations audio et SMS). Dans ce contexte, la radio, la télévision et la presse classique sont toujours des canaux d'information importants.
- la co-construction de messages de plaidoyer entre membres jeunes et femmes de la société civile et élus pour alimenter les activités de plaidoyer : campagnes digitales, missions auprès des décideurs.
- l'accompagnement des projets citoyens digitaux qui contribueront par leur mise en œuvre à faire évoluer les mentalités et les pratiques
- la conduite des campagnes digitales pour sensibiliser, alerter et mobiliser les hommes, les aînés et les décideurs¹²

Limites et difficultés

Identifier des influenceurs au niveau national et régional : ils sont peu nombreux à être actifs sur cette thématique

Leçons apprises

La digitalisation du plaidoyer aura également permis d'inscrire les priorités des femmes et des jeunes dans les mentalités collectives et d'impliquer tous les acteurs du développement sur ce sujet afin que les priorités des femmes et des jeunes soient prises en compte aux autres niveaux de gouvernance: dans les PDESC des communes, dans les stratégies régionales et nationale



¹² La citoyenneté numérique : comment organiser une campagne de mobilisation digitale ?, livret méthodologique, Grdr, 2021

III

BILAN ET PERSPECTIVES

III - BILAN ET PERSPECTIVES

Des résultats encourageants...

L'approche développée a permis d'atteindre des résultats intéressants notamment en termes de :

- › disponibilité de données sur le numérique, les OSC de jeunes et de femmes en région de Kayes, les problèmes des femmes et des jeunes, et les enjeux de participation en région de Kayes
- › amorçage de la restauration d'un dialogue constructif et apaisé entre élus et citoyens
- › prise de conscience par les acteurs du territoire des potentialités du numérique pour le développement concerté et inclusif
- › production d'outils de formation, d'information et de participation adaptés aux spécificités du contexte d'intervention et aux besoins des femmes et des jeunes
- › disponibilité de solutions numériques de concertation et de mobilisation, de 3 espaces connectés équipés et accessibles à tous
- › renforcement de capacités et engagement dans le numérique des jeunes hommes et femmes
- › vulgarisation des politiques publiques et engagements de l'Etat malien
- › prise en compte des priorités des femmes et des jeunes dans les planifications intercommunales
- › vulgarisation des outils numériques
- › émergence d'une communauté citoyenne digitale plus inclusive
- › consolidation de la communauté numérique SaheLink

...mais des défis importants

Pour permettre une gouvernance réellement inclusive par le numérique, plusieurs contraintes doivent être dépassées :

- › le manque d'infrastructures numériques
- › la faible inclusion numérique des plus vulnérables (ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir un smartphone ou de se payer des forfaits internet). Les espaces connectés mis en place dans le cadre du projet ont montré des résultats pertinents mais insuffisants au regard des besoins existants.
- › les faibles compétences numériques et la faible appétence des élus (souvent âgés) pour le digital
- › la faible volonté politique et l'absence de cadre national sur l'open government et le numérique

Quelles perspectives pour la suite ?

Les trois intercollectivités, témoins de l'impact positif de l'espace connecté sur leur territoire, ont choisi d'intégrer ses coûts de gestion et de fonctionnement dans le budget annuel de la collectivité et de poursuivre la programmation de sessions de formations sur la prise en main des outils informatiques de base et des outils de citoyenneté digitale. Les coûts de maintenance du matériel devraient être couverts par les recettes (formations payantes). Les maires membres du SYCOTEN se sont engagés à accompagner cette initiative selon des modalités encore en cours de discussion. A court terme, l'enjeu est de pérenniser ces espaces via un modèle économique durable et de consolider l'offre disponible (matériel/outils, services, accompagnement). A moyen terme, les acteurs du territoire souhaitent agrandir les locaux qui peinent à accueillir une affluence grandissante.

Pour poursuivre le renforcement de capacités des jeunes et des femmes, l'offre de formation doit être enrichie et diversifiée. De nouveaux MOOC et de nouveaux contenus de formation pourraient leur permettre d'approfondir les domaines du leadership, de la gouvernance, de la citoyenneté, des droits des femmes et de s'initier à de nouvelles thématiques.

Parallèlement, l'éducation au numérique doit prendre en compte les enjeux d'accès à une information de qualité. Le phénomène de diffusion de fausses nouvelles n'a cessé de prendre de l'ampleur au cours des dernières années a fortiori en Afrique où l'offre d'information de qualité (revues scientifiques, journaux fiables, etc) est limitée. Elle est pourtant l'un des piliers de la démocratie qui permet d'exercer son rôle de citoyen de façon juste et éclairée. La capacité de départager le vrai du faux est devenue une compétence essentielle de tout citoyen en cette ère numérique.

Les rendez-vous entre élus et citoyens ont permis de retisser des liens. Une dynamique est lancée mais elle doit encore être encouragée et alimentée par des activités régulières d'échange et de concertation.

L'élaboration des plans d'actions a ouvert la voie à une planification locale plus inclusive mais le chemin est encore long. Les intercollectivités ont un rôle important à jouer pour accompagner les communes membres à intégrer les actions identifiées dans les PDESC et veiller à ce qu'elles soient intégrées dans les budgets communaux.

Enfin, la communauté numérique SaheLink s'est agrandie au gré des activités du projet, preuve de sa pertinence pour répondre aux besoins d'information, de sensibilisation et de formation des populations du bassin du fleuve Sénégal et l'ensemble des productions est venue enrichir le centre de ressources en ligne. Les potentialités de développement sont considérables en matières d'information, de formation, d'échanges, de mobilisation et de plaidoyer.

La combinaison de toutes ces dimensions du numérique au sein d'une approche intégrée en faveur d'une gouvernance plus inclusive a montré sa pertinence. La réplication ou la mise à l'échelle de cette expérimentation sur la base des leçons apprises et en renforçant la prise en compte des principes numériques peut permettre de répondre aux enjeux de bonne gouvernance des territoires du Mali. Elle pourrait se faire sur base de manifestations d'intérêt pour identifier des territoires volontaires et prêts à s'engager dans ce type d'approche.

Dans une perspective plus large, le développement des civic tech au Mali nécessite une volonté politique et un cadre national. En l'absence d'une stratégie portée par l'Etat, on assiste à l'émergence d'initiatives éparses, isolées et d'acteurs sans coordination ni synergie. Le rassemblement de ces initiatives sur la base d'une définition unique du gouvernement ouvert, adaptée aux caractéristiques du pays et d'une planification nationale, permettrait de donner un cap unique à tous les acteurs et à tous les échelons de gouvernance. Elle permettrait également d'évaluer les actions, de partager les leçons apprises et les recommandations des acteurs pour gagner en efficacité. Elle est enfin nécessaire à la sécurisation des données. Il serait particulièrement important que les citoyens, et notamment les femmes et les jeunes prennent part à la définition de cette politique pour assurer son inclusivité.

Pour conclure, il ne faut pas perdre de vue que, si le numérique est un outil intéressant pour favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes, il ne peut pas grand chose sans une stratégie plus globale d'empowerment qui permettrait de lever les contraintes identifiées en lien avec les pesanteurs culturelles.

BIBLIOGRAPHIE

Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et des résolutions connexes du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'agenda Femmes, paix et sécurité au Mali 2019-2023.

Union Interparlementaire et ONU Femmes (2017) : Femmes en politique : 2017

Note stratégique Digital for Development (D4D) de la Coopération belge au développement, Septembre 2016

POUR ALLER PLUS LOIN

Mettre en place une communauté numérique pour accélérer le développement du territoire, livret méthodologique, Grdr, 2019

Le numérique va-t-il hacker la démocratie locale, guide des outils numériques pour la participation citoyenne dans les collectivités locales, Banque des territoires, 2018

La citoyenneté numérique : comment organiser une campagne de mobilisation digitale ?, livret méthodologique, Grdr, 2021

Site web des Principes pour le développement numérique : <https://digitalprinciples.org/>

Site web du Partenariat pour le gouvernement ouvert (Open Government Partnership) : <https://www.opengovpartnership.org/fr/>

LA COMMUNAUTÉ SAHELINK

> Le centre de ressources : <http://www.developpementlocal-sahel.org>

> Le blog collaboratif : <http://lesbilletsdesahelink.org/>

> sur les réseaux sociaux : @Sahelink

